

QUI DIRIGE LES SYNDICATS?

N'y a-t-il pas contradiction entre le rôle que les syndicalistes révolutionnaires attribuent aux syndicats ou voudraient les voir jouer, et la réalité syndicale d'aujourd'hui? Sans aucun doute nombre d'organisations syndicales, de par le monde, ne sont plus ces associations de travailleurs décidés à se défendre et à combattre pour une société de producteurs que certaines époques et certains pays ont connu, mais sont devenues des bureaucraties ou des institutions intégrées dans l'Etat.

Il est bien évident que quand les syndicalistes libertaires parlent de syndicats, ils conçoivent des organisations formées et dirigées par les travailleurs eux-mêmes, sur le lieu de travail, de l'industrie et de la profession. Non pas cependant des syndicats idéaux, théoriques, mais de véritables groupements qui rassemblent tous ceux qui se montrent capables de s'intéresser à leur propre sort, de prendre leurs responsabilités par rapport à l'ensemble de la société, d'agir comme une force collective consciente, et de peser sur le destin des sociétés autant sinon plus que les classes privilégiées, celles d'aujourd'hui comme celles de demain.

Semblables syndicats, qui ont fonctionné dans nombre de pays européens ou américains, et qui aujourd'hui encore se forment de manière plus ou moins spontanée dans ce qu'il est convenu d'appeler les «pays neufs», c'est-à-dire là où se crée une classe ouvrière, ne sont pas un produit de l'imagination, mais bien au contraire la forme la plus naturelle que prend la volonté d'autodéfense des travailleurs.

Ce qui signifie aussi que ces organisations n'échappent pas aux influences des sociétés dans lesquelles elles sont nées et se sont développées et vivent. Si bien qu'elles peuvent se transformer en machines de parfait conformisme, en simples administrations dans lesquelles les syndiqués ne sont plus que des cotisants et à la rigueur les bénéficiaires de quelques services, comme ils pourraient l'être en tant qu'affiliés de n'importe quelle caisse publique.

L'étiquette syndicale ne suffit donc pas, et c'est le fonctionnement, la vie intérieure et l'action extérieure qui déterminent s'il s'agit vraiment d'une association ouvrière ou d'un ersatz plus ou moins manipulé.

Encore ne faut-il pas porter des jugements définitifs sur des fédérations ou des centrales, voire des syndicats qui ont subi une longue évolution et qui, partis d'une volonté de combat et de conquête, se sont transformés en de pesantes et souvent inefficaces monuments, en expliquant cette transformation par la trahison des dirigeants. Elle résulte le plus souvent d'une série de facteurs sociaux dont l'action est difficile à combattre et au fait que les travailleurs ne sont pas, par définition et automatiquement, des révolutionnaires.

Les périodes de croissance économique quand les «affaires vont bien» - permettent aux possédants et au personnel politique de l'Etat, de céder devant les poussées revendicatives et de lâcher un certain nombre d'améliorations, soit sous forme de salaires, soit par la mise en place de systèmes de sécurité. Et dans la mesure où diverses revendications sont satisfaites, l'intégration de la classe ouvrière dans le régime, son acceptation des rapports de classe devient possible, car la vie quotidienne est devenue supportable. Non plus à coups de trique, mais à coups de petits avantages. La rupture révolutionnaire n'apparaît plus alors, pour un grand nombre, une nécessaire condition de l'amélioration du sort ouvrier, devenu matériellement acceptable.

C'est dans le précaire équilibre entre la recherche du profit par les chefs d'entreprise, la recherche d'un ordre par les autorités politiques qui serait basé sur le consentement, et la recherche d'un minimum de satisfactions matérielles par les salariés que s'établissent les conditions ou les préalables d'une institutionnalisation, d'une officialisation des organisations syndicales, avec, comme conséquence, la formation de fonctionnaires syndicaux de plus en plus spécialisés dans leurs tâches d'intermédiaires.

Que se produise une crise générale, ou que surgisse une situation qui rend à la réalité de la lutte de classe son visage contrasté, et le rôle des syndicats habitués à la négociation, détachés en partie de la réalité ouvrière, apparaît sous un jour révélateur. Ce rôle sera alors dénoncé, avec de solides arguments, par les travailleurs effectivement indignés par le comportement des «bonzes» de tous grades qui craignent de voir se rompre leurs habitudes et d'avoir à se «recycler» en fonction d'une conjoncture sociale inattendue et par ce fait même condamnée. Mais l'indignation et la lucidité passagère ne sont pas suffisantes pour qu'un courant rénovateur transforme le syndicat, ou pour créer une organisation plus agile et plus proche des salariés, ni pour monter un comité ou un conseil ouvrier qui survivra à l'événement.

Sous bien des aspects, l'existence, le poids, l'extrême prudence, l'accommodement progressif, et finalement la transformation des cadres syndicaux en catégorie sociale particulière, correspond à une classe ouvrière elle-même sans esprit de lutte et qui cherche dans le syndicat un organisme duquel on attend des avantages, que l'on considère comme un intermédiaire de type particulier, mais non pas un lieu de rencontre entre travailleurs cherchant à voir clair et désireux d'agir en conséquence.

Cela, pour les organisations syndicales relativement indépendantes, alors que bien des centrales ne sont plus que des succursales ou des prolongements de partis, les revendications ouvrières étant dans ce cas exaltées ou escamotées suivant des raisons de politique intérieure ou internationale.

C'est donc sans illusion que le militant révolutionnaire syndicaliste s'affilie à l'un ou l'autre syndicat. Ce qu'il cherchera aussitôt, c'est de rendre à sa section, à son syndicat, à sa fédération une vie intérieure intense. Ce sera en réalité un effort pour rendre le syndicat aux syndiqués, en exigeant des syndiqués un effort de connaissance, de participation et d'initiative.

Son seul allié sera la condition ouvrière elle-même, c'est-à-dire la situation sociale de ses compagnons de travail. Une condition à partir de laquelle, si l'intéressé la découvre, s'il en prend conscience, tout le régime d'exploitation peut être remis en question.

Ses ennemis seront nombreux. En premier lieu le patron, de type privé ou de type grand administrateur. Mais aussi les chefs et chefaillons d'une hiérarchie plus ou moins compliquée, mais dont la raison d'être est d'interdire toute rébellion, voire toute réflexion. Ce seront aussi les représentants syndicaux officiels, installés depuis longtemps aux postes de permanents, ou placés par le parti auquel ils appartiennent, qui tenteront d'empêcher que les problèmes fondamentaux soient posés, et qui utiliseront tous les procédés, statutaires ou non, pour lui enlever son audience. Ce seront encore ses camarades de travail, pour qui la course aux heures supplémentaires, la préparation des paris pour les courses hippiques du dimanche suivant, la hantise des traites de fin de mois, les problèmes de week-ends motorisés composent une collection de soucis suffisamment importants, et qui ne tiennent à l'encombrer plus encore par des questions qui les arracheraient à leur ronronnement.

Encore s'agit-il de situations qui se présentent dans les pays connaissant une relative liberté démocratique - celle qui précisément permet de ne pas remettre en question l'injustice fondamentale. Là, malgré la profonde sclérose des grandes administrations syndicales, il reste des possibilités d'agir. Ainsi, dans la Confédération Française Démocratique des Travailleurs - CFDT -, le travail des «minoritaires» est parvenu à transformer une confédération née sous le signe du professionnalisme, de la jaunisse et du conformisme, en une centrale ouvrière où il est souvent possible à l'adhérent de s'exprimer et d'être plus qu'un cotisant. Il en va de même dans certaines sections de la métallurgie de l'énorme D.G.B. d'Allemagne Occidentale. Non qu'il y ait quelque espoir, car il serait illusoire, de voir ces centrales prendre des options révolutionnaires et évoluer naturellement vers leur transformation en contre-société de type ouvrier. Ce qui est important, c'est qu'au sein de ces organisations aucune voix ne soit étouffée, qu'elles tolèrent les expériences et les initiatives, si bien qu'en périodes de crise ou de grande tension sociale, alors que les choix décisifs s'imposent et se posent pratiquement devant les syndiqués et les travailleurs en général, il devienne possible que les décisions reflètent autant, sinon plus, le résultat des volontés et des désirs de base que les considérations propres aux bureaucraties installées ou en formation.

Les possibilités sont minces. Alors que l'originalité de la C.F.D.T. a été marquée par l'exploitation du vieux fonds syndicaliste-révolutionnaire et par l'attrance des traditions d'indépendance auprès des nouvelles générations ouvrières, il a suffi de la tentation - lors des élections présidentielles de 1974 - de jouer un rôle sur le champ de manœuvre politique pour s'écarter d'une volonté ouvrière propre. Sans doute n'a-t-elle

jamais envisagé une politique de total «égoïsme ouvrier», car elle estime - c'est-à-dire ses militants les plus écoutés - que la classe ouvrière ne peut plus revendiquer à elle seule l'organisation de la société, et que le problème est de savoir avec quelles catégories sociales elle doit s'entendre, pour conserver confiance en des perspectives socialistes. Simultanément se présente le problème de l'alliance avec des forces et des organisations non ouvrières, c'est-à dire avec des partis polyclassistes. La question des nécessaires rapports avec les partis politiques, sous forme de fronts ou d'alliances, même à objectifs limités, revient à reconnaître l'incapacité présente des travailleurs à jouer pleinement, et seuls, le rôle révolutionnaire.

Dans cette voie, l'évolution est rapide, jusqu'à la chute. En quelques semaines, le secrétaire de la C.F.D.T., Edmond Maire, passera de déclarations de type anarcho-syndicaliste: «*Nous ne voulons pas remplacer les P. D. G. capitalistes par des P.D.G. socialistes*» à un appel au soutien du candidat commun de la «gauche». Laquelle voie signifierait qu' «*une perspective immédiate est déjà ouverte et son contenu clairement annoncé: une négociation centrale décidera des mesures les plus urgentes sur les salaires et les revenus les plus démunis, elle définira aussi l'extension des droits et des libertés des travailleurs*». Il n'y manque même pas la dénonciation des «*sirènes jusqu'aboutistes*». La confusion s'installe. Dans un autre texte, le secrétaire général de la C.F.D.T. énumère des revendications que le Président de «gauche» satisferait: «*suppression du travail au rendement, revalorisation du travail manuel peu qualifié, innovations technologiques pour améliorer les conditions de travail, remplacement des structures hiérarchiques par de nouveaux modes d'organisation faisant progresser vers l'autogestion*». Revendications parfaitement acceptables et applicables par des chefs d'entreprise ou des technocrates modernes et intelligents. Et qui ne débouchent pas nécessairement sur l'autogestion, sinon sur l'intégration.

Dans les pays où les syndicats sont transformés en départements ministériels, servent de courroies de transmission pour les consignes économiques, existent comme organisations d'encadrement avec affiliation obligatoire, les formes de lutte et les méthodes d'influence sont autres. Elles ne sont nulle part codifiées ou codifiables. Elles sont choisies au gré des situations et en fonction des possibilités du militant ou du noyau de militants.

Que ce soit hier dans - ou en marge - du mouvement syndical espagnol franquiste, appelé «vertical» parce que les ordres viennent d'en haut, ou au sein des sections entièrement contrôlées des appareils syndicaux des pays de l'Est, ou encore dans les vastes bureaucraties officielles qui portent le nom de syndicats, au Brésil ou en Turquie, il ne peut y avoir d'autre règle que celle que le militant se donne. Anonyme dans la foule, il ne sera reconnu que par ceux qui cherchent à le connaître. Et s'il tombe, décelé par les services de répression, il laissera trace parmi ceux qui l'ont connu.

Aux périodes parfois longues de la propagande qui semble tomber dans le vide, de efforts qui ne semblent rien rendre, succèdent des explosions sociales à l'occasion desquelles le militant s'aperçoit que ses tracts, ses brochures, ses livres, ses dires, mais aussi et surtout son exemple n'ont pas été inutiles. Car le véritable et grand associé du militant syndicaliste révolutionnaire, ce sont les événements qui tôt ou tard offrent la démonstration et la confirmation de ses prévisions ou de ses observations. Des événements qui parfois font apparaître de façon naturelle, sans qu'il y ait eu propagande préalable, des prises de position dans la classe ouvrière, qui sont à la fois socialistes et libertaires. Cela s'est vérifié en Pologne, en Hongrie. Cela se vérifie dans des pays d'Afrique noire. Cela s'inscrit parfois aussi dans l'expérience qui demeure gravée dans les mémoires ouvrières, après des périodes d'euphorie et d'illusions, comme à Cuba. Cela se conserve, comme suprême recours quand surviennent les périodes de catastrophe, dans les pays apparemment les plus évolués et organisés, comme aux Etats-Unis ou dans les pays de l'Europe Occidentale.

Souvent accusé d'être théoricien, idéaliste ou utopiste, le syndicaliste libertaire est en réalité un militant qui vit intensément la vie ouvrière, les yeux ouverts, et qui ne se laisse pas saouler par les phraséologies à la mode, qui couvrent des phénomènes d'une banalité répétée. Il continue d'incarner la seule philosophie ouvrière née de dures expériences, à partir de celles de la Première Internationale: «*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*». Et cela sous n'importe quel régime, tout en tenant compte des possibilités et des obstacles que présente chacun de ces régimes.

S'il est un type de militant ayant le sens du concret, c'est bien l'anarcho-syndicaliste qui ne se laisse pas embarquer dans n'importe quelle aventure électorale à courte vue, qui exige de voir les mots correspondre à la réalité, et qui ne confond pas une nouvelle classe dirigeante techno-bureaucratique

avec le socialisme. Non plus qu'il n'accepte l'escroquerie de la démocratie bourgeoise se limitant aux mots et aux échanges oratoires, pour masquer un système économique privé ou d'Etat où le travailleur n'existe en aucune façon comme partenaire d'une démocratie industrielle, alors qu'il devrait en être l'élément de base.

C'est donc par rapport aux situations de fait, par rapport au jeu des pouvoirs économiques et politiques, qu'il cherchera la meilleure forme d'organisation pour donner à la classe ouvrière la possibilité d'agir en puissance lucide. Il entrera dans n'importe quel syndicat pourvu qu'il y trouve pleine liberté de s'exprimer, au même titre que n'importe quel autre syndiqué. Il ne créera pas de syndicat qui ne serait que le reflet de son influence, pas plus qu'il n'acceptera de syndicats fabriqués à la mesure et mis à la disposition d'un parti, d'une idéologie ou d'un Etat. Mais il pourra tout aussi bien, si les circonstances s'y prêtent ou l'exigent, revenir à l'essentiel, c'est-à-dire à la création d'un groupement de travailleurs désireux d'unir les efforts et d'agir en hommes libres, et qui ne trouvent pas dans les organisations bureaucratisées un milieu de camarades mais des bureaux à guichets.

Toutes les discussions sur les avantages et inconvénients des syndicats tels qu'ils fonctionnent, de l'intérêt à y entrer, ou de les combattre s'ils sont attrape-nigauds au service du patronat ou d'un parti, ou d'un gouvernement, tous les examens portant sur la tactique et la méthode sont de droit en milieu ouvrier. De même que les diverses formes d'organisation, comme les conseils ouvriers ou les formes spontanées de comités à tâches limitées, ne peuvent être thèmes pour discussions théoriques, mais doivent correspondre à une recherche responsable du meilleur moyen de lutte, de défense et de construction.

C'est quand le débat se prolonge par des considérations de chapelle ou de secte qu'il devient inutile et dangereux, car l'essentiel est alors perdu de vue, à savoir que l'association ouvrière correspond à des fins immédiates et à des objectifs généraux, qu'elle est instrument et non but en soi, qu'elle prépare une société ouverte et ne peut donc être elle-même une société fermée, qu'elle est embryon de société et qu'il faut donc qu'il s'y pratique effectivement les qualités que l'on espère voir fleurir dans une société de libres producteurs.

Le seul et effectif problème de l'organisation syndicale est celui de la démocratie intérieure, unique garantie de sa capacité d'adaptation et d'évolution. Le syndicat doit appartenir aux syndiqués. Lesquels peuvent se tromper, mais à leurs frais et suivant leurs propres décisions.

Les terrassiers de la région parisienne, dans les années d'avant-guerre, avaient, en cas de litige portant sur les résolutions prises dans des assemblées ou des comités syndicaux antérieurs, recours, pour trancher le débat, à ce qu'ils appelaient «le juge de paix». C'était l'énorme livre que devaient porter deux compagnons, et dans lequel étaient inscrites toutes les décisions importantes, avec le nom de ceux qui les avaient proposées ou combattues. Car les assemblées générales étaient effectivement souveraines.

Et quand les travailleurs du port de Gdansk, en 1971, décident tout à coup de ne plus tenir compte des rouages compliqués et des manoeuvres constantes des organisations d'Etat polonaises, pour se réunir entre eux et décider ce qu'ils veulent pour choisir ensuite la manière de l'obtenir, ils en viennent, ou en reviennent, à l'essentiel, qui est de diriger eux-mêmes leurs affaires.

Quand, en juillet 1936, face aux problèmes que pose l'effondrement de l'Etat républicain et le soulèvement de l'armée, appuyée par tous les secteurs de la réaction, les ouvriers agricoles, parfois illettrés, des villages andalous ou aragonais s'assemblent et prennent des décisions pour assurer le travail aux champs, répartir les biens et l'outillage, créer des équipes pour les tâches collectives, installer des magasins, assurer les moyens de transport, établir la liaison avec les villes, ils sont dans la droite ligne de la gestion réfléchie de leurs affaires.

C'est cela, en des situations combien différentes, la continuité, la réinvention permanente des formes d'organisation des travailleurs. Ce n'est pas autre chose que proposent, suggèrent, réalisent en permanence les syndicalistes révolutionnaires.

Louis MERCIER-VEGA